



**HAL**  
open science

# Le rugby professionnel masculin français sous le choc économique de la Covid

Yann Carin, Florian Delbrouque

► **To cite this version:**

Yann Carin, Florian Delbrouque. Le rugby professionnel masculin français sous le choc économique de la Covid. 2022. halshs-03768161v1

**HAL Id: halshs-03768161**

**<https://shs.hal.science/halshs-03768161v1>**

Preprint submitted on 2 Jun 2022 (v1), last revised 26 Apr 2023 (v4)

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# **Le rugby professionnel masculin français sous le choc économique de la Covid-19**

## **Auteurs :**

**Yann CARIN**, Maître de conférences, Groupe de recherche STRADEOS, Univ. Lille, Univ. Artois, Univ. Littoral Côte d'Opale, ULR 7369 - URePSSS - Unité de Recherche Pluridisciplinaire Sport Santé Société, F-59000 Lille, France,

**Florian DELBROUQUE**, Étudiant en Master Gestion et Stratégie du Sport à l'Université de Lille.

## **Résumé :**

La crise de la Covid-19 a impacté le sport professionnel et amateur français avec la suspension des compétitions à partir du 12 mars 2020 puis l'arrêt prématuré et définitif de la saison 2019/20. C'est le cas du rugby professionnel masculin français pour lequel les championnats professionnels du TOP 14 (1<sup>re</sup> division) et de la PRO D2 (2<sup>e</sup> division) ont été suspendus puis clôturés définitivement. Le 1<sup>er</sup> mars 2020, la Ligue Nationale de Rugby (LNR) votait pour une saison vierge avec un classement arrêté à la 17<sup>ème</sup> journée pour le TOP 14 et à la 23<sup>ème</sup> journée pour la PRO D2, sans vainqueur de championnat ni équipes promues et reléguées. En s'appuyant sur les travaux académiques menés sur le football amateur (Carin & Andreff, 2020), sur le basket professionnel (Carin, Desquennes, Jaworski et Andreff, 2021), cette recherche s'intéresse aux modèles économiques des clubs français professionnels masculins de rugby, à son évolution sur la période de 2008/09 à 2018/19 et aux effets économiques de la Covid-19 sur les finances des clubs.

L'accès privilégié aux données financières des clubs professionnels des deux premières divisions et des échanges avec la Direction Nationale d'Aide au Contrôle de Gestion (DNACG) permettent de mieux cerner la répartition des revenus, des charges et de la performance financière d'avant la crise Covid et apprécier les effets économiques à court terme de cette crise sur les saisons 2019/20 et 2020/21. Outre les effets économiques sur les deux premières saisons de la Covid, cette étude contribue à mettre en évidence la gestion de crise des organisations sportives de rugby professionnel français.

## **Mots clés :**

Covid-19 – Rugby professionnel – Modèle économique – Crise économique – Financement

## **Remerciements :**

Les auteurs remercient la DNACG de la Ligue professionnelle française de rugby pour les données fournies et les échanges constructifs pour cette recherche.

# **French men's professional rugby under the economic shock of Covid-19**

## **Authors:**

**Yann CARIN**, Senior Lecturer, STRADEOS Research Group, Univ. Lille, Univ. Artois, Univ. Littoral Côte d'Opale, ULR 7369 - URePSSS - Unité de Recherche Pluridisciplinaire Sport Santé Société, F-59000 Lille, France,

**Florian DELBROUQUE**, Student in Master Management and Strategy of Sport at the University of Lille.

## **Abstract:**

The Covid-19 crisis has had an impact on French professional and amateur sport with the suspension of competitions from 12 March 2020 and the premature and definitive closure of the 2019/20 season. This is the case for French men's professional rugby, for which the TOP 14 (1st division) and PRO D2 (2nd division) professional championships have been suspended and then definitively closed. On 1 March 2020, the French National Rugby League (LNR) voted for a blank season with a ranking stopped at the 17th day for the TOP 14 and the 23rd day for the PRO D2, with no championship winners and no promoted or relegated teams. Based on academic work carried out on amateur football (Carin & Andreff, 2020) and professional basketball (Carin, Desquennes, Jaworski and Andreff, 2021), this research focuses on the economic models of French professional men's rugby clubs, its evolution over the period from 2008/09 to 2018/19 and the economic effects of Covid-19 on club finances.

Privileged access to the financial data of professional clubs in the first two divisions and exchanges with the Direction Nationale d'Aide au Contrôle de Gestion (DNACG) allow us to better understand the distribution of revenues, expenses and financial performance before the Covid crisis and to assess the short-term economic effects of this crisis on the 2019/20 and 2020/21 seasons. In addition to the economic effects on the first two seasons of the Covid, this study helps to highlight the crisis management of French professional rugby organisations.

## **Keywords:**

Covid-19 - Professional rugby - Economic model - Economic crisis - Financing

**Acknowledgements:**The authors would like to thank the French Professional Rugby League's Club Financial Control Committee for the data provided and the constructive exchanges for this research.

# Le rugby professionnel masculin français sous le choc économique de la Covid-19

## Introduction

« Si on reprend le modèle construit à partir des effets économiques de la crise de 2008/09 et en tenant compte des contrats de joueurs déjà signés et qui courent sur la saison prochaine, neuf clubs de Top 14 et sept de Pro D2 ne pourront pas présenter un budget qui leur permettrait une autorisation d'engagement pour l'année prochaine<sup>1</sup>. » Cette déclaration du directeur de la Direction Nationale d'Aide et de Contrôle de Gestion (DNACG), organe de contrôle administratif et financier du rugby professionnel français, reflète l'inquiétude du monde du rugby face à la crise sanitaire de la Covid-19. Dès mars 2020, le gouvernement français prend des mesures limitant la propagation du virus et met en place des dispositifs financiers pour soutenir l'ensemble des secteurs courants de l'économie. Le sport professionnel est lui aussi impacté par la mise en place des mesures de confinement de la population et par l'interdiction de tous rassemblements et événements sportifs. En conséquence, toutes les ligues professionnelles ont progressivement décidé de mettre fin à la saison 2019/20. C'est le cas du rugby masculin français, où les matchs professionnels du TOP 14 (1<sup>re</sup> division) et de la PRO D2 (2<sup>e</sup> division) ont été suspendus. La ligue professionnelle – LNR (Ligue nationale de rugby) a finalement voté la clôture des championnats professionnels de la saison en cours<sup>2</sup>, résultant en une saison vierge avec un classement arrêté à la 17<sup>ème</sup> journée pour le TOP 14 et à la 23<sup>ème</sup> journée pour la PRO D2, sans vainqueur de championnat ni équipes promues et reléguées. Bien que les championnats aient repris au cours de la saison 2020/21, une majorité de matchs a été jouée à huis clos.

Des recherches récentes sur les effets économiques de la Covid-19 se sont concentrées sur le football amateur (Carin & Andreff, 2020), le basket professionnel (Carin, Desquennes, Jaworski et Andreff, 2021). Il n'existe à notre connaissance aucune recherche détaillée sur les effets économiques d'une crise sanitaire sur les clubs français masculins de rugby professionnel. Ce sport mérite pourtant d'être étudié aussi bien en termes de revenus dégagés (2<sup>ème</sup> derrière

---

<sup>1</sup> Reyrat, D. (2020, 13 avril). *La moitié des clubs du Top 14 et de Pro D2 en grand danger financier*. LEFIGARO. Consulté le 4 mai 2022, à l'adresse <https://www.lefigaro.fr/sports/rugby/top-14/actualites/la-moitie-des-clubs-du-top-14-et-de-pro-d2-en-grand-danger-financier-999360>

<sup>2</sup> Ligue Nationale de Rugby. (2020, 2 juin). *Les décisions du Comité Directeur du mardi 2 juin 2020* [Communiqué de presse]. <https://www.lnr.fr/documentation-presse/les-decisions-du-comite-directeur-du-mardi-2-juin-2020>

le football) qu'en terme de pratique sportive (4<sup>ème</sup> sport collectif le plus pratiqué en France)<sup>3</sup>. Ses sources de financement, différentes de celles observées dans le football et le basket-ball, en font également un sujet d'étude approprié.

Un accès privilégié aux acteurs de la ligue et aux états comptables et financiers des clubs de rugby professionnels de TOP 14 et PRO D2 permet d'identifier les évolutions potentielles des modèles économiques adoptés par les clubs professionnels sur la période 2008/09 à 2018/19 et de mesurer les effets économiques à court terme de la Covid-19 sur les saisons 2019/20 et 2020/21. Outre les effets économiques sur les deux premières saisons, cette étude contribue à mettre en évidence la gestion de crise des organisations sportives de rugby professionnel français.

L'article se lit comme suit. Une première section passe en revue la littérature sur le modèle économique des clubs sportifs professionnels en Europe et son application dans le rugby professionnel français. La littérature concernant l'impact des crises économiques et de la Covid-19 sur les organisations sportives est également passée en revue dans cette première section. Une deuxième section présente l'approche méthodologique utilisée dans cette recherche. Les résultats obtenus sont présentés dans une troisième section et ouvrent la voie à une discussion sur les implications managériales qui peuvent être déduites du présent article.

## **Modèle économique du rugby professionnel français, crise économique et financière, choc de la Covid-19**

### ***Modèle économique des clubs professionnels***

Par définition, « le modèle économique d'un club de sport se caractérise par la structure de ses revenus – et qui les finance – par la structure de ses charges et par la performance financière (bénéfice ou déficit d'exploitation) qui s'en dégage » (Andreff & Scelles, 2016).

Le modèle de financement des clubs et son évolution ont été étudiés principalement pour le sport professionnel et plus particulièrement pour le football européen (Andreff & Staudohar, 2000). Les auteurs proposent plusieurs modèles de financement de clubs professionnels. Un premier modèle SSSL est celui dans lequel les revenus proviennent des Spectateurs, des Subventions et des Sponsors d'origine locale. Ce modèle était prédominant dans le football professionnel jusqu'à ce que les médias et les entrepreneurs entrent dans l'industrie du sport dans les années 1980 et 1990 (Bourg, 2012).

---

<sup>3</sup> Insee. (2021). *Licences sportives et autres titres de participation par fédération agréée* [Base de données]. <https://www.insee.fr/fr/statistiques/2408252#tableau-figure1>

Dans l'optique d'augmenter leurs ressources financières, certains clubs sportifs professionnels européens ont décidé d'une introduction en bourse et ont ouvert leur capital à des investisseurs étrangers. Le nouveau modèle de financement MCMMG est né (Andreff & Staudohar, 2000). Celui-ci repose sur quatre sources principales de revenus : les Médias, en particulier avec les droits télévisuels, les entreprises (Corporations) et les magnats (de l'industrie manufacturière, du commerce, des sociétés de médias, des émirs du Moyen-Orient et des oligarques d'Europe de l'Est), les revenus du Merchandising et des Marchés (du travail et financier), qui sont essentiellement mondiaux (Global).

Les modèles présentés ci-dessus omettent d'évoquer la répartition des charges et la performance financière des clubs professionnels. Des recherches ont mis en évidence l'importance des frais de personnel (salaires et charges sociales) dans les ligues européennes de sports collectifs professionnels (Andreff, 2007 ; Arrondel & Duhautois, 2018). Un tel poids peut s'expliquer par la course aux armements pour les talents dans laquelle les clubs surenchérisent dans une stratégie de maximisation de la performance sportive (Ascari & Gagnepain, 2006). D'autres recherches ont souligné l'existence de déficits récurrents au sein du football européen et l'existence d'une contrainte budgétaire douce (Storm & Nielson, 2012). L'existence d'un payeur en dernier ressort (actionnaires, banques, collectivités locales et l'Etat) est mise en évidence pour compenser les pertes du club professionnel.

### ***Application au rugby masculin professionnel français***

La Ligue nationale de rugby (LNR) est en charge de l'organisation du championnat professionnel masculin de 1<sup>ère</sup> division (TOP 14 anciennement TOP 16 jusqu'en 2005) ; et la 2<sup>e</sup> division masculine (PRO D2 anciennement Élite 2 jusqu'en 2001). Comme la majorité des ligues européennes de sports d'équipe, les championnats de rugby professionnels fonctionnent dans une ligue ouverte avec un système de promotion-relégation.

Le TOP 14 se compose actuellement de 14 équipes (avant la saison 2005-2006, celui-ci regroupait 16 équipes) et se divise en deux phases : une première phase dite de qualification, qui est disputée par toutes les équipes, et une phase finale regroupant les six meilleurs clubs de la phase de qualification (les quatre meilleurs jusqu'à la saison 2008-2009). Cette dernière phase se joue par élimination directe. L'équipe qui remporte la finale devient alors championne de France. Le club terminant 14<sup>e</sup> du championnat est relégué en PRO D2. Le club terminant 13<sup>e</sup> joue son maintien par un match de barrage face au finaliste perdant de PRO D2.

Le championnat professionnel PRO D2 se compose de 16 équipes (avant la saison 2001-2002, la PRO D2 regroupait 12 équipes) et est également divisé en deux phases avec une phase de

qualification et une phase finale. Les équipes classées de la 1<sup>ère</sup> à la 6<sup>e</sup> place à la fin de la phase de qualification participent à des barrages. Le vainqueur des barrages est promu en première division la saison suivante. Le finaliste joue sa montée par un match de barrage face au 13<sup>e</sup> de TOP 14. Les deux dernières équipes classées du championnat PRO D2 sont reléguées en Nationale (troisième division).

Par rapport au football, peu d'études académiques se sont intéressées au modèle économique du rugby professionnel. En France, l'étude annuelle Jurisport<sup>4</sup>, qui collecte des chiffres clés des sports professionnels en équipe, ne rend compte que des sources de revenus des clubs professionnels sans fournir de détails sur les coûts et la performance financière des clubs. La partie de l'étude consacrée au rugby mentionne une diminution des reversements LNR (droits marketing et audiovisuels) aux clubs et une augmentation des autres produits d'exploitation (redevances avec les associations support par exemple). Un deuxième constat met en évidence l'absence de frais de transfert des joueurs dans le rugby. Pour la saison 2018-2019, l'étude mentionnée met en lumière les trois principales sources de financement en TOP 14 : le sponsoring (48 % du budget total), les reversements LNR (20 %) et les autres produits d'exploitation (17 %). Alors que le football professionnel français est devenu « télé-dépendant », le rugby professionnel serait plutôt « sponsor-dépendant ». Même si le championnat de France de rugby s'est professionnalisé depuis 1995 (Moles, 1998), il n'est pas encore devenu très télégénique au sens de très attractif pour les chaînes de télévision et les téléspectateurs, malgré de réels progrès (Andreff, 2015). Finalement, le modèle de financement du rugby professionnel français serait dans une phase de transition entre le modèle SSSL et le modèle MCMMG, mais avec un poids relatif plus élevé des sponsors. Cette idée de transition est renforcée par une tendance à la domination de la ligue par des clubs riches qui ont une meilleure probabilité de se qualifier pour les compétitions européennes (et les *play-offs*), une autre caractéristique du modèle MCMMG (Andreff, 2015).

Parmi les facteurs explicatifs mis en avant pour expliquer le modèle économique, une relation significative entre le succès sportif des clubs de TOP 14 et la taille des villes est soulignée sur la période 2004-2014 (Andreff, 2015). Le rugby professionnel français est reconnu pour son ancrage territorial et la passion qu'il génère auprès du public. Ce qui fait que les clubs, le public, les partenaires, les diffuseurs et la Ligue sont au cœur du modèle économique du rugby professionnel français<sup>5</sup>.

---

<sup>4</sup> Jurisport (2020, 22 septembre). *Les chiffres clés du sport professionnel*. JS, n°211, p.15

<sup>5</sup> Centre de Droit et d'Economie du Sport, 2020.



### ***Effets des crises économiques et financières sur les organisations sportives***

La littérature rapporte deux types de crises rencontrées par les clubs de sports collectifs professionnels. La première est une crise endogène où une grande partie des clubs de football professionnels ont connu des déséquilibres financiers, des déficits récurrents et des niveaux d'endettement élevés (Storm & Nielsen, 2012 ; Andreff, 2007). La seconde est une crise exogène où les clubs doivent faire face aux effets des crises économiques, que ce soit dans le secteur bancaire et les marchés financiers (crise des *subprimes*) ou à la suite d'une crise sanitaire (la Covid-19). Dans le football professionnel, Szymanski et Weimar (2019) rapportent que les clubs sont très sensibles aux crises, qui menacent rapidement leur existence en raison d'une liquidité limitée. Les effets économiques sur le sport professionnel de la crise économique et financière de 2008 ont été étudiés sur 4 quatre ligues européennes de football (Grèce, Espagne, France et Angleterre) pour montrer que les revenus des clubs, à l'exception des clubs grecs, n'ont cessé d'augmenter entre les saisons 2007/08 et 2009/12 (Barget et Brocard, 2015). Les auteurs mettent en évidence que les ligues les plus riches ont moins subies les ralentissements économiques de 2009 et 2010, grâce à des contrats TV et commerciaux plus longs. A contrario, Scelles et al. (2013) ont souligné l'impact négatif de la crise économique et financière sur la fréquentation des stades de Ligue 1 de football masculin français sur la période 2008-2011.

Une recherche récente a examiné les effets potentiels de la Covid-19 sur les clubs de football amateurs jouant aux 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> niveaux du football français (Carin & Andreff, 2020). La crise de la Covid-19, du moins à court terme (saison 2019/20), a affecté les revenus et les dépenses des clubs de manière opposée ; alors que les deux principales dépenses sont progressivement supprimées avec la fin du championnat, les deux principales sources de revenus ont déjà été collectées ou sécurisées. Le résultat d'exploitation, qui était déficitaire dans les deux championnats au cours de la dernière décennie, s'est paradoxalement amélioré comme conséquence inattendue de la crise de la Covid-19. Les clubs ont bénéficié d'un effet d'aubaine et de mesures d'accompagnement. Les clubs de football seraient en meilleure forme économique pour faire face à la récession déclenchée par la Covid-19 qu'ils ne l'étaient lors de la crise des *subprimes* bancaires (Terrien et al., 2021). D'autres recherches se sont intéressées à la capacité des clubs professionnels à faire face aux impacts de la crise de Covid-19 (Ratten, 2010) et comment les clubs peuvent adapter leurs modèles d'affaires aux conditions environnementales changeantes. Ratten met également en évidence un comportement de solidarité plus fort qui a émergé dans les ligues sportives à la suite de la crise. Hammerschmidt et al. (2021) ont examiné comment et par quels moyens les clubs de football professionnels en Autriche, en Allemagne, en Suède, en Suisse et

aux Pays-Bas ont réagi à la crise du Covid-19. Leurs résultats montrent que les clubs professionnels sont dans une position attentiste et préfèrent réagir à de nouvelles circonstances de crise plutôt que d'aborder la situation de manière proactive par une stratégie et une planification systématiques. Un processus de gestion de crise est sérieusement négligé dans les clubs de football professionnels jusqu'à présent, de sorte qu'ils ne sont pas bien préparés à traverser la crise.

Ces recherches précédentes nous amènent à s'interroger sur le modèle économique du rugby masculin professionnel français, son évolution sur la période 2008/09 à 2018/19 (période d'avant Covid) et d'apprécier les effets économiques de la crise sanitaire sur les saisons 2019/20 et 2020/21.

## **Méthodologie**

Le choix a été fait de collecter les données financières des clubs masculins de rugby professionnel sur la période 2008/09 à 2018/19 et les comparer aux données de la saison 2019/20 et 2020/21. Les mesures d'accompagnement prises par le gouvernement français, la FFR (Fédération française de rugby) et la LNR ont été répertoriées pour permettre de mieux comprendre l'étendue du soutien financier apporté aux clubs. Les résultats de cette analyse préliminaire nous ont permis dans un deuxième temps d'interroger les acteurs du contrôle financier des clubs afin de confirmer et compléter les résultats obtenus quantitativement.

### ***Données financières des clubs de rugby professionnels***

Les données et prévisions financières des clubs de rugby professionnels ont été collectées auprès de la DNACG. Les clubs professionnels de TOP 14 et PRO D2 ont l'obligation réglementaire de fournir des informations financières régulières : le budget actualisé pour le 15 février, le budget actualisé de la saison en cours pour le 30 avril, le compte de résultat prévisionnel de la saison à venir pour le 31 mai, les comptes annuels définitifs pour le 30 septembre, le budget actualisé pour le 30 octobre et le rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels du club pour le 15 novembre.

L'examen des comptes de résultat des clubs de rugby professionnels révèle trois grandes catégories de revenus d'exploitation : le sponsoring, les versements LNR (essentiellement des droits télévisuels et droits commerciaux vendus par la ligue) et les recettes de matchs (compensées par les subventions en PRO D2). Les dépenses sont principalement réparties en trois postes :

les charges de personnel (salaires et charges sociales des joueurs, des entraîneurs et autres salariés du club), les services extérieurs (qui concernent les locations de bâtiments, de matériels ainsi que les honoraires d'agents, médicaux et administratifs) et les achats.

### ***Mesures de restrictions et de soutien aux clubs de rugby professionnels***

Comme les autres ligues professionnelles françaises, les instances du rugby professionnel ont voté la fin de la saison 2019/20 avant la date prévue de la fin du championnat. La saison 2020/21 a repris pour les ligues professionnelles mais les matchs se sont joués alternativement avec une jauge de 5 000 spectateurs du 11 juillet au 29 octobre 2020, sans spectateurs du 30 octobre 2020 au 18 mai 2021, avec une jauge de 1 000 spectateurs du 19 mai au 8 juin 2021, et avec une jauge de 5 000 spectateurs du 9 juin au 29 juin 2021.

Pour aider les clubs à faire face aux effets économiques du confinement de la population, de la suspension des activités de sports collectifs et de l'arrêt des championnats professionnels, le gouvernement français a mis en œuvre les mesures détaillées suivantes pour tous les sports collectifs professionnels :

	Définition	Fonctionnement	En pratique
Fonds de compensation des pertes de billetterie	Aide d'État d'un montant maximum de 5 millions d'euros ayant pour objectif de compenser partiellement les pertes d'exploitation liées aux restrictions d'accueil du public pour les manifestations et compétitions sportives qui se sont tenues entre le 10 juillet et le 31 décembre 2020.	Sur un budget 2018-2019 à 9 000 000€ et des recettes billetterie et restauration à 910 000€, on a un taux de dépendance égal à 10,1%. Si les recettes sont passées de 304 000 € à 95 000 € sur la même période 10 juillet-31 décembre entre 2019 et 2020, on a un manque à gagner de - 209 000€. L'aide sera alors égale à $209\,000 \times 0,55 \times 0,7 = 80\,465\text{€}$ .	40 millions d'euros versés aux clubs de TOP 14 et PRO D2 en 2021.
Fonds de solidarité	Fonds créé en mars 2020 par l'État et les régions pour prévenir la cessation d'activité des TPE, micro-entrepreneurs, indépendants et professions libérales.	Les entreprises qui ont fait l'objet au cours du mois d'octobre 2021 d'une interdiction d'accueil du public dite partielle d'au moins 21 jours, sous réserve d'avoir subi une perte de CA d'au moins 50%, ont pu bénéficier d'une aide égale à 20% du CA de référence (dans la limite de 200 000€).	Pas de référence à ce dispositif dans les différents rapports DNACG.
Exonération des cotisations sociales	Une exonération de cotisations et contributions patronales a été mise en place dès le 1 <sup>er</sup> février 2020 pour des secteurs d'activités tels que le sport. Ce dispositif a été reconduit pour 2022.	L'exonération porte sur les cotisations de sécurité sociale, d'assurance-chômage, solidarité autonomie et Fonds national d'aide au logement. Le montant total de l'exonération ne peut excéder 800 000€.	Pas de référence à ce dispositif dans les différents rapports DNACG.
Report des cotisations sociales	Depuis le 15 mars 2020, les entreprises qui ont été dans l'incapacité de payer leurs cotisations et contributions ont eu la possibilité de demander à l'Urssaf un report partiel ou total.	La demande devait être motivée et les démarches engagées pour réduire le besoin de report de paiement des cotisations devaient être précisées.	Pas de référence à ce dispositif dans les différents rapports DNACG.
Prêt garanti par l'État (PGE)	Dispositif exceptionnel de garanties permettant de soutenir le financement bancaire des entreprises, à hauteur de 300 milliards d'euros.	Jusqu'au 31 décembre 2021, les entreprises pouvaient souscrire un PGE, qui pouvait atteindre jusqu'à 3 mois de CA 2019. Aucun remboursement n'est exigé la 1 <sup>ère</sup> année. Après la première année, le club doit décider de son remboursement	Souscription d'un PGE par la LNR à hauteur de 15 millions d'euros + Recours au PGE pour la grande majorité des clubs.

		immédiat ou d'un remboursement sur une durée de 1 à 5 ans.	
Activité partielle	Possibilité donnée aux clubs de recourir à l'activité partielle.	L'activité partielle permet une prise en charge par l'État de 70% du salaire brut des salariés concernés par l'activité partielle. Une limite est fixée à 4,5 SMIC.	Tous les clubs professionnels ont mis en œuvre l'activité partielle.

## Résultats

### *Le rugby professionnel français avant la Covid-19 : états financiers du TOP 14 et de la PRO D2 sur la période 2008/09 à 2018/19*

L'analyse des revenus des clubs de TOP 14 et PRO D2 sur la période d'avant Covid (tableau 1) montre une concentration sur deux sources de financement : les revenus de sponsoring (45 % en TOP 14 et 43 % en PRO D2), les recettes matchs 17 % en TOP 14 et les versements LNR 19 % en PRO D2. La troisième source de revenus diffère entre les clubs de TOP 14 (versements LNR matchs pour 15 % du total des revenus) et les clubs de PRO D2 (subventions pour 11 % du budget total). Ces premiers résultats confirment que les sources de revenus des clubs masculins de rugby professionnels évoluant en TOP 14 et en PRO D2 sont en phase de transition entre le modèle SSSL et le modèle MCMMG.

Tableau 1 : Répartition des revenus des clubs de TOP 14 et PRO D2, de la saison 2008/09 à 2018/19 (en pourcentages)

	2008/09		2009/10		2010/11		2011/12		2012/13		2013/14		2014/15		2015/16		2016/17		2017/18		2018/19		Total			
	Nb clubs	14	Nb clubs	14	Nb clubs	14	Nb clubs	14	Nb clubs	14	Nb clubs	14	Nb clubs	14	Nb clubs	14	Nb clubs	14	Nb clubs	14	Nb clubs	14	Nb clubs	14		
	EN MILLIERS €	EN %	EN MILLIERS €	EN %	EN MILLIERS €	EN %	EN MILLIERS €	EN %	EN MILLIERS €	EN %	EN MILLIERS €	EN %	EN MILLIERS €	EN %	EN MILLIERS €	EN %	EN MILLIERS €	EN %	EN MILLIERS €	EN %	EN MILLIERS €	EN %	EN MILLIERS €	EN %	EN MILLIERS €	EN %
<b>TOP 14</b>																										
Versements LNR	25 374	12%	29 218	13%	30 788	13%	32 378	12%	30 807	12%	28 732	10%	56 494	18%	62 294	19%	74 489	21%	74 230	21%	69 782	19%	514 586	15%		
Sponsoring	95 341	47%	93 590	42%	99 809	41%	112 405	44%	122 782	47%	135 987	48%	139 620	44%	146 289	46%	158 147	45%	159 956	44%	170 465	46%	1 433 371	45%		
Recettes matches	39 363	19%	46 326	21%	51 711	21%	47 867	19%	52 297	20%	56 883	20%	55 082	17%	51 840	16%	48 855	14%	44 947	12%	47 013	12%	541 184	17%		
Ventes de marchandises	11 728	6%	14 910	7%	21 534	9%	22 257	9%	13 275	5%	11 229	4%	11 313	4%	8 378	3%	9 651	3%	14 125	4%	17 409	4%	155 809	5%		
Subventions	13 397	7%	15 890	7%	15 277	6%	15 946	6%	16 302	6%	17 139	6%	18 796	6%	16 995	5%	17 665	5%	16 273	5%	14 078	4%	177 358	6%		
Autres produits	10 880	5%	13 006	6%	11 940	5%	14 513	6%	14 058	6%	22 650	8%	19 894	6%	22 152	7%	25 929	7%	33 321	9%	36 636	10%	224 979	7%		
Transferts de charges	8 959	4%	10 402	4%	10 643	5%	11 179	4%	9 912	4%	11 687	4%	17 402	5%	12 639	4%	17 646	5%	17 922	5%	17 919	5%	146 510	5%		
<b>TOTAL Revenus</b>	<b>204 042</b>	<b>100%</b>	<b>223 342</b>	<b>100%</b>	<b>241 702</b>	<b>100%</b>	<b>256 545</b>	<b>100%</b>	<b>259 413</b>	<b>100%</b>	<b>284 307</b>	<b>100%</b>	<b>318 601</b>	<b>100%</b>	<b>320 387</b>	<b>100%</b>	<b>352 382</b>	<b>100%</b>	<b>359 774</b>	<b>100%</b>	<b>373 302</b>	<b>100%</b>	<b>3 193 797</b>	<b>100%</b>		
<b>PRO D2</b>																										
Versements LNR	13 076	15%	13 470	15%	13 406	16%	16 146	18%	13 984	13%	14 650	14%	26 635	24%	29 671	24%	29 795	26%	30 015	22%	29 901	21%	230 749	19%		
Sponsoring	39 266	45%	38 963	44%	36 285	43%	37 445	40%	49 630	48%	49 512	48%	44 056	39%	52 177	42%	45 858	40%	58 534	43%	64 064	45%	515 730	43%		
Recettes matches	7 598	8%	7 626	9%	6 897	8%	8 321	9%	8 479	8%	10 772	10%	11 938	11%	10 587	8%	9 860	9%	11 424	9%	10 860	7%	104 562	8%		
Ventes de marchandises	4 903	5%	4 103	5%	5 568	6%	6 770	7%	4 623	5%	3 962	3%	3 463	3%	3 089	2%	3 856	3%	4 252	3%	3 991	3%	49 590	4%		
Subventions	11 781	13%	12 208	14%	11 759	14%	10 814	12%	12 778	12%	11 851	11%	9 585	9%	10 276	8%	11 137	10%	11 092	8%	12 661	9%	125 942	11%		
Autres produits	4 977	6%	4 589	5%	5 522	6%	6 807	7%	6 219	6%	6 122	6%	8 287	7%	9 908	8%	6 338	5%	10 889	8%	10 471	7%	80 129	7%		
Transferts de charges	6 098	7%	6 785	8%	5 785	7%	6 387	7%	8 757	8%	6 843	7%	7 729	7%	10 078	8%	8 137	7%	9 926	7%	11 616	8%	88 121	7%		
<b>TOTAL Revenus</b>	<b>87 699</b>	<b>100%</b>	<b>87 944</b>	<b>100%</b>	<b>85 202</b>	<b>100%</b>	<b>92 690</b>	<b>100%</b>	<b>104 470</b>	<b>100%</b>	<b>103 712</b>	<b>100%</b>	<b>111 693</b>	<b>100%</b>	<b>125 796</b>	<b>100%</b>	<b>114 981</b>	<b>100%</b>	<b>136 132</b>	<b>100%</b>	<b>143 564</b>	<b>100%</b>	<b>1 193 883</b>	<b>100%</b>		

Source : Données issues du compte de résultat agrégé des clubs de TOP 14 et PRO D2.

Au-delà de cette structure de revenus sur la période 2008-2019, l'évolution de la part de chaque source de financement dans les revenus totaux entre 2008/09 et 2018/19 est également présentée dans le tableau 1.

Le budget moyen des clubs de TOP 14 a crû de 82 % entre 2008/09 et 2018/19. La structure de financement est assez stable, même si la part des recettes de matchs a diminué depuis 2013 (- 7 % entre 2013 et 2019) et la part des versements LNR dans le budget des clubs a augmenté de près de 9 % entre 2013 et 2019. Le budget moyen des clubs de PRO D2 progresse moins vite que celui des clubs de TOP 14 (+ 46 %). Pour les clubs de PRO D2, la part des ventes de marchandises et des subventions est en baisse et la part des versements LNR a fortement augmenté depuis 2014. L'écart entre le plus petit et le plus gros budget de TOP 14 était de 1 à 4,9 en 2008/09 et de 1 à 3,7 en 2018/19 ; en PRO D2 l'écart est de 1 à 5,9 en 2008/09 et de 1 à 3,2 en 2018/19. Ainsi, les disparités économiques entre clubs se sont comblées en TOP 14 et PRO D2.

Le modèle économique des clubs de rugby professionnels concentre les coûts sur les frais de personnel : 59 % des coûts totaux dans les clubs de TOP 14 ; 58 % dans les clubs de PRO D2 (tableau 2). Les services extérieurs et autres services extérieurs (frais d'organisation de matchs essentiellement) sont le deuxième poste de dépenses, représentant en moyenne 24 % des charges d'un club en TOP 14 et 27 % en PRO D2 entre 2008 et 2019.

Tableau 2 : Répartition des charges des clubs de TOP 14 et PRO D2 sur la période 2008/09 à 2018/19 (en milliers d'euros)

EN MILLIERS €	TOP 14		PRO D2	
Achats	255 003	7 %	88 502	7 %
Services extérieurs	273 246	8 %	103 246	8 %
Autres services extérieurs	560 468	16 %	243 201	19 %
Impôts et taxes	120 002	3 %	32 302	3 %
Masse salariale	1 506 849	43 %	527 224	41 %
Charges sociales	572 160	16 %	219 810	17 %
Amortissements et provisions	114 784	3 %	38 725	3 %
Autres charges	77 323	2 %	32 015	2 %
<b>TOTAL Charges d'Exploitation</b>	<b>3 479 835</b>	<b>100 %</b>	<b>1 285 025</b>	<b>100 %</b>

Source : Données issues des comptes de résultat des clubs de TOP 14 et PRO D2.

Sur la période observée (2008/09 à 2018/19), les comptes annuels des clubs de TOP 14 font apparaître des pertes d'exploitation cumulées de 286 millions d'euros (tableau 3). Même si des résultats exceptionnels réduisent ces pertes, le résultat net cumulé reste négatif : 175 millions d'euros en TOP 14. Le résultat exceptionnel observé dans les comptes des clubs professionnels est principalement constitué d'abandons en comptes courants des associés. Cette pratique

comptable et financière est similaire à celle observée dans le football masculin professionnel (Dermit-Richard et al., 2019b) et les clubs de basket-ball (Carin, Desquennes, Jaworski et Andreff, 2022). Dans le rugby masculin professionnel français, les actionnaires renflouent ex post les déficits afin d'assurer la survie du club. Cependant, ce type de payeur en dernier ressort est susceptible de conduire à une mauvaise gouvernance d'une organisation qui est ensuite gérée sous une contrainte budgétaire douce (Kornai, Maskin & Roland, 2003). Ce dernier serait à l'origine des déficits financiers récurrents observés dans les sports collectifs professionnels (Storm & Nielsen, 2012). Concernant la PRO D2, le résultat net cumulé est aussi négatif (52 millions d'euros), malgré un résultat exceptionnel de 42 millions d'euros. Sur la période étudiée et sur les deux divisions professionnelles, aucune des 11 saisons ne présente un résultat excédentaire ou à l'équilibre même si la situation nette augmente, signe que les propriétaires des clubs font régulièrement des apports en capital et/ou en comptes courants pour renflouer les déficits.

Tableau 3 : Déficit agrégé des clubs de TOP 14 et PRO D2 sur la période 2008/09 à 2018/19 (en milliers d'euros)

	2008/09	2009/10	2010/11	2011/12	2012/13	2013/14	2014/15	2015/16	2016/17	2017/18	2018/19	Total
<b>TOP 14</b>	<b>EN MILLIERS €</b>	<b>EN MILLIERS €</b>	<b>EN MILLIERS €</b>	<b>EN MILLIERS €</b>	<b>EN MILLIERS €</b>	<b>EN MILLIERS €</b>	<b>EN MILLIERS €</b>	<b>EN MILLIERS €</b>	<b>EN MILLIERS €</b>	<b>EN MILLIERS €</b>	<b>EN MILLIERS €</b>	<b>EN MILLIERS €</b>
Résultat d'exploitation	-14 847	-25 382	-23 418	-25 943	-28 004	-30 778	-19 826	-17 709	-23 665	-31 437	-45 036	-286 045
Résultat financier	-636	-14	-490	-634	-505	-676	-727	-577	-537	-2 225	-812	-7 833
Résultat exceptionnel	7 826	12 866	14 164	13 641	10 608	5 304	4 084	5 835	9 570	14 951	15 562	114 411
Impôts sur les bénéfices	50	-196	-59	-119	1 308	2 476	1 013	1 401	720	-1 437	-1 180	3 977
Résultat net	-7 607	-12 726	-9 803	-13 055	-16 594	-23 673	-15 456	-11 049	-13 912	-20 150	-31 466	-175 491
Situation nette	16 582	12 781	11 878	18 940	19 612	38 118	33 255	35 599	37 258	42 483	47 063	313 569
<b>PRO D2</b>	<b>EN MILLIERS €</b>	<b>EN MILLIERS €</b>	<b>EN MILLIERS €</b>	<b>EN MILLIERS €</b>	<b>EN MILLIERS €</b>	<b>EN MILLIERS €</b>	<b>EN MILLIERS €</b>	<b>EN MILLIERS €</b>	<b>EN MILLIERS €</b>	<b>EN MILLIERS €</b>	<b>EN MILLIERS €</b>	<b>EN MILLIERS €</b>
Résultat d'exploitation	-15 555	-6 295	-9 557	-5 854	-11 502	-9 223	-5 555	-8 630	-5 122	-8 714	-5 145	-91 152
Résultat financier	-148	-123	-459	-254	-500	-579	-226	-593	-314	-234	-97	-3 527
Résultat exceptionnel	7 515	1 924	3 691	819	8 228	7 819	3 082	2 688	2 511	2 549	1 256	42 082
Impôts sur les bénéfices	197	225	83	107	188	14	12	48	-83	-190	-218	383
Résultat net	-7 991	-4 269	-6 242	-5 182	-3 588	-1 969	-2 687	-6 486	-3 007	-6 590	-4 204	-52 215
Situation nette	6 255	5 632	5 973	2 901	4 008	4 266	4 156	8 728	7 109	6 457	9 754	65 239

Source : Données du compte de résultat agrégé des clubs de TOP 14 et PRO D2.

### *Les effets de la crise de la Covid-19 sur les comptes des clubs en 2019/20 et 2020/21*

Les comptes clos des saisons 2019/20 et 2020/21 (tableau 4) confirment globalement les observations faites pour la période 2008/09 - 2018/19. Sur les deux premières saisons concernées par la Covid, le sponsoring reste la principale source de financement dans les clubs de TOP 14 et PRO D2 (45 % en 2019/20 et 37 % en 2020/21 pour le TOP 14 ; 39 % en 2019/20 et 32% en 2020/21 pour la PRO D2). Les versements LNR restent la deuxième source de financement

aussi bien en TOP 14 qu'en PRO D2. Les sommes allouées par la LNR augmentent même pendant ces deux saisons. La LNR a compensé une partie des recettes perdues par les clubs pendant cette période.

Sur la saison 2019/20, les recettes de matchs des clubs de TOP 14 restent la troisième source de financement la plus importante (10 %) alors que les clubs ont dû faire face à une baisse significative de leurs recettes de matchs en raison d'une fin prématurée de la saison 2019/20 (17 matchs sur 26 ont été joués et aucun match de barrage n'a été disputé). Pour les clubs de PRO D2, ce sont désormais les transferts de charges qui représentent la troisième source de revenus (13 %). De nombreux clubs ont porté en transferts de charges les aides obtenues de l'État.

Sur la saison 2020/21, les subventions deviennent la troisième source de revenus sur ces deux championnats. Les sommes allouées aux clubs correspondent essentiellement aux différents dispositifs de soutien au sport professionnel : le fonds de compensation des pertes en billetterie, le fonds de soutien au sport professionnel. Les mesures de huit clos et de limitation des jauges pendant la saison 2020/21 ont en effet eu pour conséquence une baisse très significative des recettes de matchs et des ventes de marchandises dans leurs revenus par rapport aux deux saisons précédentes. Par rapport à la saison 2018/19, les clubs de TOP 14 ont perdu près de 44 millions d'euros et les clubs de PRO D2 environ 8 millions d'euros.

Le modèle économique des clubs de rugby professionnels en TOP 14 et PRO D2 concentre toujours ses coûts sur les charges de personnel sur les saisons 2019/20 et 2020/21. Le tableau 4 montre une baisse de ce poste de charges par rapport à 2018/19, ce qui confirme les effets économiques de l'activité partielle et des exonérations de charges sociales prévues par le gouvernement. Les services extérieurs restent le deuxième poste de dépenses avec 21 % en TOP 14 et 24 % en PRO D2. Les achats sont toujours le troisième poste de dépenses avec 9 % en TOP 14 / 10 % en PRO D2, mais ces dépenses ont diminué par rapport à la saison 2018/19 en raison de l'arrêt prématuré des championnats. Tous les résultats ci-dessus permettent une diminution significative des charges d'exploitation des clubs de TOP 14 et PRO D2 respectivement de 42 et 74 millions d'euros en 2019/20 et 2020/21 par rapport à la saison 2018/19.

Sur la saison 2019/20, les pertes d'exploitation sont inférieures à celles constatées en 2018/19 aussi bien en TOP 14 qu'en PRO D2. Sur la même saison, les comptes agrégés des clubs de TOP 14 et PRO D2 (tableau 4) font apparaître un résultat net en fin d'année bien meilleur que celui de la saison précédente (2018/19). Pour la saison 2020/21 (tableau 4), les clubs de TOP 14 subissent en revanche des pertes d'exploitation de 82,6 millions d'euros, ce qui est nettement supérieur à celles des saisons 2019/20 (-36,1 millions d'euros) et 2018/19 (-45 millions). Ces

pertes d'exploitation ne seront que partiellement compensées par le résultat exceptionnel. Les clubs de PRO D2 affichent quant à eux des pertes d'exploitation de 8 millions d'euros, supérieures à celles réalisées lors des saisons 2019/20 (-2,2 millions d'euros) et 2018/19 (-5,1 millions). Le résultat net est quant à lui supérieur sur les deux saisons à celui constaté sur la saison 2018/19. Les clubs de PRO D2 semblent avoir pu bénéficier d'un effet d'aubaine positif de la crise Covid grâce aux mesures de soutien financier du gouvernement. Il faut également tenir compte de la limite imposée par le gouvernement dans la prise en charge de l'activité partielle. Les clubs professionnels ne peuvent pas bénéficier de la prise en charge de l'activité partielle pour la part du salaire supérieur à 4,5 SMIC (Salaire Minimum Interprofessionnel de Croissance).

Tableau 4 : Tableau de synthèse des comptes clos des clubs de TOP 14 et PRO D2 (en milliers d'euros)



1ère division											
		2019/20		2020/21		Moyenne sur les 11 dernières saisons		Moyenne sur les 5 dernières saisons		2018/19	
Rugby	TOP 14	EN MILLIERS €	EN %	EN MILLIERS €	EN %	EN MILLIERS €	EN %	EN MILLIERS €	EN %	EN MILLIERS €	EN %
<b>Revenus</b>											
	Versements LNR	74 762	22%	69 594	25%	46 781	15%	67 458	20%	69 782	19%
	Sponsoring	155 299	45%	101 330	37%	130 306	45%	154 695	45%	170 465	46%
	Recettes matches	35 814	10%	3 088	1%	49 199	17%	49 547	14%	47 013	12%
	Ventes de marchandises	12 369	4%	7 527	3%	14 164	5%	12 175	3%	17 409	4%
	Subventions	15 183	4%	52 091	19%	16 123	6%	16 681	5%	14 078	4%
	Autres produits	22 553	7%	21 523	8%	20 453	7%	27 586	8%	36 636	10%
	Transferts de charges	26 899	8%	18 573	7%	13 319	5%	16 746	5%	17 919	5%
	<b>TOTAL Revenus</b>	<b>342 879</b>	<b>100%</b>	<b>273 726</b>	<b>100%</b>	<b>290 345</b>	<b>100%</b>	<b>344 889</b>	<b>100%</b>	<b>373 302</b>	<b>100%</b>
<b>Charges</b>											
	Masse salariale chargée	226 254	60%	228 058	64%	189 001	60%	225 753	61%	251 223	60%
	Achats	33 605	9%	19 813	6%	23 182	7%	30 208	8%	50 700	12%
	Services extérieurs	31 822	8%	29 460	8%	24 841	8%	31 392	8%	31 309	8%
	Autres services extérieurs	48 675	13%	38 649	11%	50 952	16%	55 410	15%	55 375	13%
	Impôts et taxes	7 948	2%	6 741	2%	10 909	4%	9 429	3%	8 802	2%
	Amortissements et provisions	18 722	5%	17 568	5%	10 435	3%	12 319	3%	12 183	3%
	Autres charges	11 946	3%	16 050	4%	7 029	2%	7 911	2%	8 750	2%
	<b>TOTAL Charges</b>	<b>378 972</b>	<b>100%</b>	<b>356 339</b>	<b>100%</b>	<b>316 349</b>	<b>100%</b>	<b>372 423</b>	<b>100%</b>	<b>418 342</b>	<b>100%</b>
	Résultat d'exploitation	-36 092		-82 613		-26 004		-27 535		-45 036	
	Résultat financier	-1 617		-1 078		-712		-976		-812	
	Résultat exceptionnel	14 886		43 088		10 401		10 000		15 562	
	Impôts sur les bénéfices	3		-4 133		362		103		-1 180	
	Résultat net	-22 821		-36 472		-15 954		-18 407		-31 466	
	Situation nette retraitée	64 700		68 741						54 418	
2ème division											
		2019/20		2020/21		Moyenne sur les 11 dernières saisons		Moyenne sur les 5 dernières saisons		2018/19	
Rugby	PRO D2	EN MILLIERS €	EN %	EN MILLIERS €	EN %	EN MILLIERS €	EN %	EN MILLIERS €	EN %	EN MILLIERS €	EN %
<b>Revenus</b>											
	Versements LNR	33 979	24%	33 233	28%	20 977	19%	29 203	23%	29 901	21%
	Sponsoring	56 379	39%	36 245	32%	46 890	43%	52 938	42%	64 064	45%
	Recettes matches	8 607	6%	2 401	2%	9 506	9%	10 934	9%	10 860	7%
	Ventes de marchandises	3 288	2%	1 584	1%	4 417	4%	3 732	3%	3 991	3%
	Subventions	11 476	8%	20 379	17%	11 449	11%	10 950	9%	12 661	9%
	Autres produits	11 834	8%	11 062	9%	7 284	7%	9 179	7%	10 471	7%
	Transferts de charges	17 850	13%	13 273	11%	8 011	7%	9 497	7%	11 616	8%
	<b>TOTAL Revenus</b>	<b>143 413</b>	<b>100%</b>	<b>118 177</b>	<b>100%</b>	<b>108 535</b>	<b>100%</b>	<b>126 433</b>	<b>100%</b>	<b>143 564</b>	<b>100%</b>
<b>Charges</b>											
	Masse salariale chargée	81 725	56%	68 725	54%	67 912	58%	76 188	57%	83 799	56%
	Achats	14 042	10%	8 517	7%	8 046	7%	9 814	7%	14 739	10%
	Services extérieurs	12 778	9%	12 789	10%	9 386	8%	12 086	9%	14 299	10%
	Autres services extérieurs	22 493	15%	20 668	16%	22 109	19%	23 492	18%	24 307	16%
	Impôts et taxes	2 848	2%	2 474	3%	2 937	3%	2 781	2%	3 040	2%
	Amortissements et provisions	7 350	5%	8 917	7%	3 520	3%	4 861	4%	4 890	3%
	Autres charges	4 334	3%	4 120	3%	2 910	2%	3 843	3%	3 634	3%
	<b>TOTAL Charges</b>	<b>145 570</b>	<b>100%</b>	<b>126 210</b>	<b>100%</b>	<b>116 820</b>	<b>100%</b>	<b>133 066</b>	<b>100%</b>	<b>148 708</b>	<b>100%</b>
	Résultat d'exploitation	-2 157		-8 033		-8 287		-6 633		-5 145	
	Résultat financier	121		-223		-321		-293		-97	
	Résultat exceptionnel	974		5 521		3 826		2 417		1 256	
	Impôts sur les bénéfices	-515		70		35		-86		-218	
	Résultat net	-2 051		-2 808		-4 747		-4 595		-4 204	
	Situation nette retraitée	20 052		17 739						12 390	

Source : Données du compte de résultat agrégé des clubs de TOP 14 et PRO D2.

## Discussion

Les recherches menées ont mis en évidence les caractéristiques du modèle économique des clubs professionnels français de rugby masculin. Les trois principales sources de financement sont le sponsoring, les recettes de matchs et les versements LNR en TOP 14 ; le sponsoring, les versements LNR et les subventions en PRO D2. La transition entre le modèle SSSL et le modèle

MCMMG (Andreff & Staudohar, 2000) est confirmé pour les clubs masculins professionnels français. Côté charges, les résultats confirment l'importance des frais de personnel dans le budget des clubs professionnels français de rugby masculin, confortant les constats obtenus dans la littérature sur les autres sports professionnels européens (Arrondel & Duhautois, 2018). Enfin, les résultats soulignent les pertes d'exploitation cumulées du TOP 14 et de la PRO D2, qui sont en partie compensées par les abandons en comptes courants des actionnaires sur la période 2008/09 à 2018/19. Ce dernier résultat met en évidence l'existence d'une contrainte budgétaire douce dans le rugby professionnel masculin français comme le montrent Dermit-Richard et al. (2019) dans le football professionnel français.

Le modèle économique des clubs de rugby professionnels français a également connu une évolution de la répartition de ses sources de financement sur la période 2008/09 à 2018/19.

Sur les deux premières saisons de la crise sanitaire de la Covid (2019/20 et 2020/21), cette recherche met en lumière le rôle joué par le gouvernement et la Ligue Nationale de Rugby au travers des mesures d'accompagnement du résultat d'exploitation des clubs professionnels. Un effet d'aubaine sur les deux saisons est constaté pour les clubs de PRO D2, comparable à celui obtenu dans les 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> divisions du football masculin français (Carin & Andreff, 2020). La saison 2020/21 montre en revanche un retournement de situation pour les clubs de TOP 14.

Cette recherche permet également de mettre en évidence le comportement des clubs en situation de crise. Les mesures de soutien gouvernemental et les aides des fédérations associées au sentiment fort d'attachement des partenaires et des supporters des clubs n'ont pas poussé pas les clubs à mettre en œuvre une véritable gestion des risques pour aborder de manière proactive les crises futures.

### ***Limites et recherches futures***

Une limite de la présente recherche est qu'elle s'en tient rigoureusement à une approche comptable et fournit ainsi, principalement, une vision comptable des effets économiques de la crise de la Covid sur le rugby professionnel français. Il pourrait être intéressant de compléter ces données quantitatives par des entretiens avec les dirigeants des clubs professionnels afin de catégoriser les modèles économiques des clubs professionnels et mettre en évidence des différences dans la gestion de la crise sanitaire. L'élargissement du champ de recherche aux comptes des clubs d'autres ligues professionnelles devrait permettre de comparer les différences constatées dans l'appropriation des dispositifs de soutien du gouvernement et de la ligue.

## Conclusion

Le présent article se concentre sur les modèles économiques des clubs de rugby masculin professionnels français sur 2008/09 - 2018/19 (période de pré-crise Covid-19) et sur les saisons 2019/20 et 2020/21 (Covid-19). L'analyse des comptes des clubs de rugby professionnels masculins français montre que leurs budgets dépendent avant tout des revenus du sponsoring et des versements LNR, alors que leurs principales charges sont les frais de personnel et les services extérieurs. Avec la fin anticipée des championnats en 2019/20 et les mesures de huis clos et de jauges en 2020/21, deux des trois principales sources de revenus (sponsoring et recettes de matchs) ont considérablement diminué. Sur la même période, les clubs ont connu une baisse des trois principaux postes de dépenses (frais de personnel, services extérieurs et achats). Cette baisse significative des charges n'a pas permis de compenser les pertes de revenus en TOP 14 à la différence des clubs de PRO D2. Les clubs de PRO D2 ont même bénéficié d'un effet d'aubaine. Cette recherche met en évidence le rôle significatif joué par les mesures financières du gouvernement et de la LNR dans la capacité des clubs à supporter la crise à court terme. Les effets économiques à plus long terme de la crise sanitaire et la planification de la gestion de crise pourront donner lieu à de futures recherches.

## Références

Andreff, W. (2007). French football: A financial crisis rooted in weak governance. *Journal of Sports Economics*, 8(6), 652-661.

Andreff, W. (Ed.). (2015). *Disequilibrium sports economics: Competitive imbalance and budget constraints*. Edward Elgar Publishing.

Andreff, W., & Scelles, N. (2016). Le modèle économique d'un club de football professionnel en France. *Marketing du football, Paris: Economica*, 84-100.

Andreff, W., & Staudohar, P. (2000). The evolving European model of professional sports finance. *Journal of Sports Economics*, 1(3), 257-76.  
<https://doi.org/10.1177/152700250000100304>.

Arrondel, L., & Duhautois, R. (2018). *L'argent du football*. Cepremap.

Ascari, G., & Gagnepain, P. (2006). *Spanish football. Journal of sports economics*, 7(1), 76-89.

Barget, E., & Brocard, J.F. (2015). Crise économique et financière et sport professionnel en Europe [Economic and financial crisis and professional sport in Europe]. *Reflets et Perspectives de la vie économique*, 54(3), 71-84. <https://doi.org/10.3917/rpve.543.0071>.

Bourg, J. F. (2012). *Contribution à une analyse économique des marchés du sport professionnel* (Doctoral dissertation, Université Toulouse).

Carin, Y., & Andreff, W. (2020). Le football amateur sous le choc économique de la crise de la Covid-19 en France. *Staps*, (4), 29-41.

Carin, Y., Desquennes, C., Jaworski, L., & Andreff, W. (2021). French men's professional basketball under the economic shock of the Covid-19. *Sport, Business and Management: An International Journal*.

Chaix, P. (2015). Le nouveau visage du rugby professionnel français : Argent, succès & dérives. *L'Harmattan*, 157-189.

Dermit-Richard, N., Scelles, N., & Evrard, B. (2019). Gouvernance des clubs de football professionnel : Entre régulation et contrainte budgétaire [Governance of professional football clubs: Between regulation and budget constraint]. *Revue Française de Gestion*, 45(279), 53-72.

Fühner, J., Schmidt, S. L., & Schreyer, D. (2021). Are diversified football clubs better prepared for a crisis? First empirical evidence from the stock market. *European Sport Management Quarterly*, 1-24.

Gouguet, J. (2015). Le sport spectacle en danger : Présentation générale. *Reflets et perspectives de la vie économique*, 3(3), 5-11.

Hammerschmidt, J., Durst, S., Kraus, S., & Puumalainen, K. (2021). Professional football clubs and empirical evidence from the COVID-19 crisis: Time for sport entrepreneurship?. *Technological Forecasting and Social Change*, 165, 120572.

Holzmayr, F., & Schmidt, S. L. (2020a). Dynamic managerial capabilities, firm resources, and related business diversification—Evidence from the English Premier League. *Journal of Business Research*, *117*, 132-143.

Holzmayr, F., & Schmidt, S. L. (2020b). Financial performance and corporate diversification strategies in professional football—evidence from the English Premier League. *Sport, Business and Management: An International Journal*.

Kornai, J., Maskin, E., & Roland, G. (2003). Understanding the soft budget constraint. *Journal of Economic Literature*, *41*(4), 1095-1136. DOI: 10.1257/002205103771799999.

Moles, J. B. M. (1998). La professionnalisation du rugby français. Pouvoir économique et lien social. *Corps et culture*, (3).

Ratten, V. (2010). Developing a theory of sport-based entrepreneurship. *Journal of Management & Organization*, *16*(4), 557-565.

Scelles, N., & Andreff, W. (2017). Economic model of a professional football club in France. In N. Chanavat, M. Desbordes, & N. Lorgnier (Eds.), *Routledge handbook of football marketing* (pp. 60-72). Abingdon, UK and New York: Routledge.

Scelles, N., Durand, C., Bonnal, L., Goyeau, D., & Andreff, W. (2013). Competitive balance versus competitive intensity before a match: Is one of these two concepts more relevant in explaining attendance? The case of the French football Ligue 1 over the period 2008-2011. *Applied Economics*, *45*(29), 4184-4192.

Scelles, N., Szymanski, S., & Dermit-Richard, N. (2018). Insolvency in French soccer: The case of payment failure. *Journal of Sports Economics*, *19*(5), 603-624.

Storm, R. K., & Nielsen, K. (2012). Soft budget constraints in professional football. *European Sport Management Quarterly*, *12*(2), 183-201. <https://doi.org/10.1080/16184742.2012.670660>.

Szymanski, S. (2017). Entry into exit: Insolvency in English professional football. *Scottish Journal of Political Economy*, 64(4), 419-444.

Szymanski, S., & Weimar, D. (2019). Insolvencies in professional football: A German Sonderweg. *International Journal of Sport Finance*, 14(1), 54-68.

Terrien, M., Dufau, B., Carin, Y., & Andreff, W. (2021). Economic Models of French Amateur Soccer Clubs. From One Crisis to the Other: Which Transformation?. *Journal of Global Sport Management*, 1-21.